Grain de Sable n° 447

10 décembre 2003

Faire dérailler l'OMC

Dans ce numéro

1. - Faire dérailler l'OMC
(par Susan George)
Depuis de longs mois c'etait là le mot d'ordre des ONG "alter-mondialistes" présentes a Cancun. Des l'annonce officielle de l'échec, faite par le ministre mexicain des affaires étrangers Derbez, nous avons laissé exploser notre joie en chantant a tue-tête une version détournée de la célèbre chanson des Beatles, "Money can't buy the world".

2. - La déroute de l'ALCA dans un Miami en état de siège
(par Mark Engler)
Jeb Bush (le gouverneur de la Floride, NDLR) voulait une victoire à Miami, et il l'a obtenue déclare la Maison Blanche. Cependant, n'importe quel observateur honnête sait parfaitement que les négociations sur la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA, ou ALCA pour ses initiales en espagnol, NDLR) ont échoué avant même de commencer.

1. - Faire dérailler l'OMC

(par Susan George)

Depuis de longs mois c'etait là le mot d'ordre des ONG "alter-mondialistes" présentes a Cancun. Des l'annonce officielle de l'échec, faite par le ministre mexicain des affaires étrangers Derbez, nous avons laissé exploser notre joie en chantant a tue-tête une version détournée de la célèbre chanson des Beatles, "Money can't buy the world".

Hélas, malgré cette victoire, l'argent risque encore de pouvoir acheter le monde et en tant que forces de l'alter-mondialisation, nous devons prendre du recul et définir nos objectifs pour les temps à venir.

Affirmons d'abord haut et fort que nous avons eu raison de nous réjouir du fiasco de Cancun. Le projet de déclaration finale ne reflétait en aucune manière les positions d'au moins 90 pays en développement qui avaient pourtant tout fait pour se faire entendre. Pour des millions de petits producteurs africains, le paragraphe sur le coton etait franchement insultant. Visiblement dicte en fonction des intérêts des 25.000 producteurs américains subventionnés a hauteur de $3 milliards [$120.000 par exploitation et par an en moyenne], il les encourageait à "diversifier" leur production [pour cultiver des carottes ? des tulipes ?] et à patienter jusqu'à ce que qu'un accord global sur les fibres, les textiles et les vêtements vient les tirer d'affaire. Nous l'avons dit sur le moment et nous devons le répéter aujourd'hui : Pas d'accord du tout plutôt qu'un mauvais accord.

Autre sujet de satisfaction : l'émergence du Groupe des 21, mené par la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et surtout le Brésil, qui a tenu tête face aux grandes puissances. Ce G-21 incite à rêver. S'il accordait ses violons au-delà des seules questions agricoles au sein de la seule OMC ? Si c'etait le début d'une réincarnation du Nouvel Ordre Economique International des années 1970 ? S'il proposait par exemple une position commune sur la dette publique des pays en développement ? Face a cette puissance nouvelle, le Fonds monétaire international ne tiendrait pas 20 minutes.

Quoi qu'il arrive, le G-21 constitue un fait politique majeur, mais l'on ne peut pourtant pas le suivre sur toute la ligne. Ses grands exportateurs agricoles sont les mêmes transnationales que l'on connaît déjà et si l'Europe devait renoncer, comme le veulent les 21, a " tous " les soutiens publics a son agriculture et pas seulement aux subventions a l'exportation, ce serait la mort de la quasi-totalité des exploitations européennes, japonaises, coréennes et bien d'autres paysanneries encore. Pour affirmer à la face du monde leur volonté de perdurer, l'ancien paysan coréen Lee Kyung Hae s'est donné la mort à Cancun. Honorons sa mémoire en affirmant le droit à la souveraineté alimentaire. Chaque pays qui en a la possibilité et la vocation a aussi le droit de se nourrir lui-même grâce au travail de sa propre paysannerie, correctement rémunérée pour ce travail. La contribution des paysans va d'ailleurs bien au-delà de la seule production alimentaire car ils protègent aussi la vie rurale, l'environnement, la qualité et la diversité des nourritures

A Cancun, malgré les mises en garde des ONG européennes et la volonté clairement exprimée des PVD, le Commissaire-négociateur Pascal Lamy a voulu faire passer à tout prix les "nouveaux sujets" [investissement, marches publics, politiques de concurrence, facilitation du commerce]. Le refus ferme des pays du Sud l'a décontenancé et s'il a fini par retirer deux

des nouveaux sujets, c'etait trop peu, trop tard. Le Commissaire tient le ministre mexicain Derbez responsable de l'échec pour avoir trop vite mis fin aux négociations, mais oublie son propre erreur de timing et d'appréciation de ce qu'aucun mexicain n'ignore, à savoir l'amitié que porte ce ministre à son puissant voisin du Nord.

A qui profite en effet le crime, ou la clôture, sinon aux Américains?
Toutes leurs subventions agricoles restent intactes [l'Europe avait des avant Cancun annule certaines des siennes] et comme l'Ambassadeur Zoellick l'a aussitôt annonce, les USA obtiendront peu ou prou l'accès aux marchés tiers grâce aux voies bilatérale et régionale.

Les pays membres de l'OMC se sont engagés à se réunir a Genève "au plus tard le 15 décembre" pour sauver ce qui peut encore l'être. Même s'il est difficile de savoir exactement ce qui reste sur la table du moment où l'on a escamoté la table, il nous faut être attentifs aux nombreux dangers qui demeurent. Le 1er octobre, au cours d'une réunion avec la "société civile", un porte-parole de l'Union européenne a affirmé que "les nouveaux sujets pourraient montrer encore des signes de vie". ["there may be signs of life in the New Issues yet"]. Les ONG devront se battre jusqu'à ce que leur encéphalogramme soit bien plat. Les "nouveaux sujets" ont toujoursété une priorité du MEDEF et de l'UNICE, organisation patronale européenne, qui y voient un moyen de refaire vivre le défunt Accord multilatéral sur l'investissement [l'AMI, battu en 1998] et d'ouvrir les marchés publics du monde entier aux entreprises transnationales.

Autre priorité des mêmes organisations patronales : les services, régis a l'OMC par l'Accord général sur le commerce des services [AGCS]. A Cancun, le paragraphe du projet de déclaration finale les concernant semble avoir fait l'unanimité ; il n'en recèle pas moins de multiples pièges. Aucun "service ni mode de fourniture n'est exclu a priori", éducation, santé et culture comprises. Avant Cancun, le Commissaire Lamy avait fait grand cas de n'avoir demandé auprès des autres pays aucune ouverture de leurs marches dans ces domaines. Ce geste n'a pourtant aucune valeur réelle tant que ces services continuent à figurer dans l'AGCS. Exemple : la Norvège, la Nouvelle Zélande, les USA et le Kenya demande à l'Afrique du Sud l'ouverture des "services de l'éducation". Si ce pays accepte d'ouvrir son "marché" de l'éducation aux entreprises d'un seul de ces pays, le secteur s'en trouvera de facto ouvert à toutes, entreprises de l'Europe comprise, en vertu du principe de la nation la plus favorisée. Il est urgent de sortir intégralement de l'AGCS la santé, l'éducation et la culture ainsi que tous les services publics, tels que chaque nation les définit souverainement sur son territoire.

Autre danger post-Cancun de l'AGCS : les pays membres de l'OMC se sont engages à "élaborer des règles" dans les domaines des marches publics, les subventions et la capacité des états a réguler les services et les qualifications de leurs fournisseurs. Dès que ces règles seront en place, les gouvernements pourront commencer à introduire des litiges les uns contre les autres chaque fois qu'une "distorsion" ou une "entrave" au commerce international des services sera constatée. Comme une subvention, qui a pour objectif de "fausser" les prix, constitue nécessairement une "distorsion", les services publics seront attaques à coup sur.
Sur un point au moins, les ONG sont d'accord avec le Commissaire Lamy : l'OMC est une institution "médiévale". Ses règles

favorisent les plus Puissants ; ses processus de décision sont opaques, son ambition est de transformer toutes les activités humaines en marchandise. Elle n'a de plus aucun lien avec les Nations unies.

En répondant à la campagne nationale d'Attac "100 collectivités contre l'AGCS", plus de 140 conseils municipaux, généraux ou régionaux français se sont déjà déclarées symboliquement "Zones hors AGCS" et ont exigés un moratoire sur les négociations sur les services. Bien entendu il faut réguler le commerce international mais pas avec les règles actuelles qui ont été largement élaborées par les entreprises transnationales lors de l'Uruguay Round [1986-1994] qui a donné naissance a l'OMC. Celle-ci doit être soumise au droit international, notamment aux droits de l'homme, aux conventions de base de l'Organisation internationale du travail, aux accords multilatéraux sur l'environnement. Tres majoritairement, ces mêmes collectivités estiment que les domaines tels que santé, éducation, culture, services publics ne doivent pas y figurer. Avec ces partenaires chaque jour plus nombreux, Attac veut qu'ait enfin lieu un vrai débat car les citoyens et leurs élus n'ont jamais été invites à donner leur avis.

Sortons en effet du Moyen Age pour déboucher sur la démocratie.

Susan George, vice-présidente d'Attac France

2. - La déroute de l'ALCA dans un Miami en état de siège

(par Mark Engler)

Jeb Bush (le gouverneur de la Floride, NDLR) voulait une victoire à Miami, et il l'a obtenue déclare la Maison Blanche. Cependant, n'importe quel observateur honnête sait parfaitement que les négociations sur la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA, ou ALCA pour ses initiales en espagnol, NDLR) ont échoué avant même de commencer.

A peine une semaine avant le Sommet, des fonctionnaires du Commerce avaient annoncé qu'aucun des thèmes centraux de l'accord n'allaient être sur la table. Des négociations sur des sujets clés qui ont provoqué des conflits entre les Etats-Unis et les nations en développement - les tarifs agricoles, la propriété intellectuelle et les règles pour les investissements étrangers par exemple - ont été postposées à l'année prochaine.

Pour tenter d'éviter le même scénario d'échec qu'a essuyé l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancún il y a à peine quelques mois, les Etats-Unis ont d'emblée offert un ALCA " light " destiné à sauver la face et à donner une apparence de vie à ce qui se trouve aujourd'hui au point mort.

La " globalisation " est-elle terminée ? Pourquoi des mécanismes tels que l'OMC et l'ALCA sont-ils en train d'échouer ? Et pourquoi des milliers de manifestants se sont-ils rassemblés à Miami pour dénoncer un accord qui paraissait moribond ?

D'entrée de jeu, c'est à l'administration Bush, qui maintient un unilatéralisme sans vergogne y compris dans les négociations commerciales, qu'il faut créditer l'échec de la rencontre de Miami. Le représentant commercial Robert Zoellick n'a en effet accepté aucune des concessions exigées par les représentants des nations latino-américaines - des mesures réelles pour ouvrir les marchés des Etats-Unis surtout. Cet immobilisme rendait donc difficile aux pays du Sud dans leur ensemble d'accepter pour leur seule part des compromis.

Mais le mouvement altermondialiste (appelé " for Global Justice ", pour la Justice globale, dans les pays anglo-saxons, NDLR) peut également à bon droit réclamer une part de responsabilité dans le mérite d'avoir stoppé l'ALCA. Les soulèvements populaires dans tout l'hémisphère ont ébranlé l'idée que les plans économiques des Etats-Unis représentaient une marche inéluctable, et acceptée par tous, vers le progrès. Ces mobilisations sont aussi entrées en concordance avec des gestes de défi de la part de plusieurs gouvernements du Sud qui sont aujourd'hui moins dociles que par le passé face aux menaces de la Maison Blanche.

A la veille de la réunion ministérielle sur l'ALCA, l'administration Bush avait annoncé qu'elle allait promouvoir des accords commerciaux bilatéraux avec des pays tels que la Colombie, le Pérou et la Bolivie. De tels accords individualisés permettent d'écarter la désagréable possibilité d'affronter un bloc commercial unifié du Sud. Mais après Miami, les Etats-Unis ont " perdu " des économies clés de l'hémisphère : le Venezuela, l'Argentine, et, surtout, le Brésil.

La gouvernement brésilien du président Lula Da Silva a co-présidé la rencontre de Miami et a directement participé à la mascarade promotionnelle d'un ALCA " light ". Mais il n'a par contre pas du tout cédé sur des questions qui, sûrement, feront échouer les futures négociations. Les Vénézuéliens, qui ont qualifié l'ALCA " première mouture " comme un *" projet colonial qui cherche à s'imposer au-dessus des constitutions de toutes les nations souveraines "* ont eu plus de franchise quant aux résultats réels de Miami.

" C'est une victoire extraordinaire dans la lutte contre l'ALCA " a ainsi déclaré Edgardo Lander, membre du Comité présidentiel sur l'ALCA du Venezuela. *" Ils voulaient un accord total et à grande échelle ; ils ne l'ont pas obtenu. Et ils ne l'obtiendront jamais. Ce n'est pas encore la fin de la partie, mais c'est bien une grande défaite du plan états-unien ".*

Notre mouvement a mis du temps à intérioriser ce message. Car si nous n'applaudissons pas l'échec des négociations sur l'ALCA, nous risquons d'aider les efforts de l'administration Bush à présenter sa défaite en Floride comme un pas en avant. Car la vérité est que l'optimisme du gouverneur Bush envers l'ALCA " light " sert avant tout à masquer un fait important : la semaine dernière, à Miami, les ministres du Commerce ont prématurément achevé leurs travaux parce qu'ils n'avaient plus rien à se dire. Une clôture prématurée qui

aurait pu permettre aux manifestants de profiter du soleil et de la plage s'il n'y avait pas eu la police...

En avance sur son temps

John Timoney, le chef de la police de Miami, est devenu un homme en avance sur son temps. Des années avant que l'administration Bush n'invente sa doctrine de " guerre préventive " et que John Ashcroft ne commence à démanteler les libertés et les droits des États-uniens, Timoney arrêtait préventivement à tour de bras les contestataires.

Son fait d'arme le plus fameux fut lorsqu'il servait à Philadelphie où il a nettoyé les rues de la ville des manifestants contre l'ascension de Bush à l'occasion de la Convention nationale républicaine de 2000. Quatre-vingt manifestants (dont l'auteur) qui avaient l'intention de manifester avec des banderoles et des panneaux à partir d'un magasin de marionnettes du centre ville n'ont jamais réussi ne serait-ce qu'à franchir la porte : nous avons été accusés à l'avance de bloquer la circulation et arrêtés.

Timoney était également un leader visionnaire dans l'utilisation d'informations secrètes de valeur douteuse. Les avocats des personnes arrêtées à Philadelphie avaient ainsi découvert que l'ordre d'arrestation contenait des données communiquées par le conservateur millionnaire Richard Mellon Scaife qui avait avertit la police que nos sources financières *" provenaient du Parti Communiste et de gauchistes et... de la Fédération syndicale mondiale, ancienne alliée de l'Union soviétique "*.

Plus récemment, alors qu'il prenait ses fonctions à New-York, puis à Miami, Timoney a adopté une autre attitude. En parlant des mobilisations contre la globalisation, il a comparé les manifestants avec Ossama Ben Laden. Il a alerté les citoyens sur le danger d'attaques à l'anthrax. Et il a interdit dans le centre de Miami l'utilisation des bâtons en bois destinés à porter les banderoles et les pancartes. De communistes, nous sommes devenus des terroristes.

Timoney a consacré des mois entiers à terroriser les habitants de Floride à notre sujet. Après la première journée de manifestations, alors que *The Miami Herald* les décrivaient comme étonnamment pacifiques, le chef de la police se permettait de déclarer dans ce même journal : *" Il y a des gens de l'extérieur qui viennent pour terroriser et vandaliser notre ville "*. Il n'est pas nécessaire de préciser qu'avec de telles déclarations, le droit à l'expression des manifestants n'a pas figuré parmi ses premières priorités.

Une semaine de séminaires et de manifestations locales ont culminé le jeudi avec une journée d'action. Un cortège de quelques milliers de jeunes qui portaient des marionnettes s'est rassemblé matinalement et s'est immédiatement retrouvé encerclé par la police. Les manifestants ont finalement négocié pour être escortés jusqu'à une zone proche de l'amphithéâtre de la ville, près de la mer, où arrivaient les ouvriers métallos. Plusieurs cars de ces

délégations de travailleurs avaient d'ailleurs été arrêtés et n'ont pas pu rejoindre à temps le meeting.

Dans l'après-midi, les 10.000 personnes qui se trouvaient à l'intérieur de l'amphithéâtre se sont unies à celles qui arrivaient de l'extérieur pour entamer une manifestation rapide par le Boulevard Biscayne. Mais les forces de Timoney ne l'ont pas permis. Elles ont bloqué l'accès à la route qui avait été définie et qui passait près de la réunion ministérielle et ont forcé les manifestants à prendre la route proche de la mer.

Plus tard, lorsque les escarmouches ont commencé, les provocations de la part des manifestants furent peu nombreuses, pour ne pas dire inexistantes. Par contre, les policiers anti-émeutes ont utilisé tout leur arsenal de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc afin de nettoyer la zone. L' *Herald*, qui n'est pas tout à fait un bastion de la pensée progressiste, a informé *" qu'à part quelques poubelles incendiées par les manifestants, on a pas enregistré au cours de ces journées des actes de vandalisme ou de dégâts significatifs aux propriétés "*. La police n'a fait que chercher l'affrontement avec des manifestants non-violents, et elle l'a trouvé.

Au final, il y eut 150 arrestations et 50 autres le jour suivant. Selon l'*Herald*, une douzaine de manifestants blessés ont été soignés aux urgences de l'Hôpital Jakson Memorial et plus d'une centaine ont gagné les installations de premiers soins des organisateurs, touchés par les balles de caoutchouc ou par les " pepper spray ".

Comme l'a souligné L.A Kauffman, *" Nous avons été les témoins et les victimes d'une opération militaire financée par des fonds militaires "*. En effet, vu le fait que le gouvernement local manquait de moyens pour financer la mobilisation policière, une solution originale avait été trouvée : 8,5 millions de dollars du paquet de 87 milliards de dollars approuvés pour l'Irak ont ainsi été déviés pour réprimer les manifestations contre l'ALCA. (...). Comme l'a déclaré un responsable du syndicat AFL-CIO, *" J'ai ressenti pour la première fois ce que cela signifie de manifester dans un Etat policier "* (...)

Quelque chose de nouveau

Il est difficile de se sentir victorieux après une telle agression, avec des manifestants encore emprisonnés et la police qui se pavane. (...) Mais ces manifestations ont représenté quelque chose de nouveau pour le sud de la Floride. La région n'a pas une longue histoire de syndicalisme et elle se situe loin des centres du radicalisme universitaire. La tenue des négociations de l'ALCA dans le comté de Dade équivaut à la décision de l'OMC de réaliser son sommet dans le lointain Qatar.

Rassembler près de 20.000 manifestants a été le résultat d'un impressionnant travail organisationnel. Et le fait que la plus grande partie du centre de Miami a été préventivement bouclée par un imposant dispositif anti-émeutes soulignait avec force la réalité que quel que soit l'endroit où les ministres du commerce se réunissent, ils ne peuvent

plus le faire dans le discret anonymat comme c'était le cas il y a encore quelques années.

Contrairement à ce que déclarait Timoney, ce sont des résidents locaux qui ont consacré des mois de travail à la préparation des mobilisations. Des activistes communautaires, des étudiants, des verts du comté de Palm Beach ont soutenu les manifestations de rue. Une coalition d'organisations de base telles que la Coalition des travailleurs Immokalee, le Centre des travailleurs de Miami, l'Association des familles à bas revenus, s'est mise sur pied et a organisé une marche de trois jours à partir de Fort Lauderdale jusqu'à Miami afin de mettre l'accent sur l'impact de la globalisation sur les personnes de couleur dans le sud de la Floride.

L'organisation *Jobs with Justice* et les syndicats locaux ont réalisé des réunions qui ont écarté les revendications réactionnaires nationalistes par rapport à la question du commerce et ont insufflé aux manifestants un esprit d'internationalisme ouvrier.

Avec la déroute des négociations de l'ALCA, cet internationalisme prend encore plus d'importance que jamais. Notre vision d'une globalisation reposant sur la solidarité entre les peuples, l'échange équitable et respectueux envers les droits de l'Homme, n'est pas épuisée. Mais ce n'est pas le cas non plus de la vénération envers le profit à laquelle nous nous opposons. Bush n'est pas un globalisateur ; son projet est celui d'un impérialisme de la dernière heure. Il continuera à soutenir les intérêts des multinationales même en l'absence de mécanismes de commerce multilatéraux.

En attendant, la perspective d'un ALCA affaibli est un motif de fête. Les peuples des Amériques, j'imagine, ne s'en étonneront pas.

par Mark Engler
engler@democracyuprising.com
écrivain.

Traduction : Ataulfo Riera, pour RISAL.